



PREFET DU TARN

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
Unité Territoriale Tarn-Aveyron
ICPE n°2015-0025

Arrêté préfectoral du 28 JAN. 2015
abrogeant l'arrêté préfectoral du 16 avril 2013 portant consignation
pris à l'encontre de la SARL JS CUIRS, 10 rue Claude Bernard,
ZI du Rieutord sur la commune de Graulhet (81300)

Le Préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 171-8 ;
- VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;
- VU le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 nommant Monsieur Thierry GENTILHOMME, préfet du Tarn ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2014 donnant délégation à Monsieur Hervé TOURMENTE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 29 janvier 1973 et 13 septembre 1979 autorisant la SARL MIALET à exploiter une usine de mégisserie-tannerie-délainage à Graulhet , zone industrielle ;
- VU le récépissé de déclaration du 29 janvier 1973 donné à la SARL MIALET et FILS pour l'installation d'un atelier de corroierie, de teinture de peaux et de séchage de vernis de 1.000 kg de solvant cellulosique et de 37 m³ de liquides inflammables en deux réservoirs dont un de 32 m³ de fuel et un de 5 m³ de White Spirit ;
- VU le récépissé du 29 janvier 1990 de la déclaration de la SA EZES et PEYRUSSE par laquelle elle signale qu'elle a succédé à SARL MIALET et FILS pour cette exploitation ;
- VU le récépissé de changement d'exploitant du 4 octobre 2004 au profit de la SARL JS CUIRS pour cette exploitation ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2011 mettant en demeure la SARL JS CUIRS, de respecter l'article R.512-39-1 du code de l'environnement dans un délai d'un mois ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 avril 2013 relatif à la consignation de sommes prise à l'encontre de la SARL JS CUIRS ;
- VU les inspections effectuées les 26 septembre 2014 et 9 janvier 2015 par l'inspection des installations classées ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 12 janvier 2015 ;

Considérant que l'établissement JS CUIRS a procédé à l'élimination des déchets dangereux et non dangereux en vue de sécuriser le site suite à sa déclaration de cessation définitive de ses activités ;

Considérant dès lors que la somme consignée peut être restituée ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Tarn,

ARRETE

Article 1^{er} – L'arrêté préfectoral du 16 avril 2013 susvisé consignant la somme de 20 948,03 € au titre des installations classées pour la protection de l'environnement **est abrogé**.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur départemental des finances publiques du Tarn, l'exploitant, l'inspection des installations classées et le maire de Graulhet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à la mairie de Graulhet pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande. Une copie sera aussi adressée pour information au sous-préfet de Castres.

Fait à Albi, le **28 JAN. 2015**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Hervé TOURMENTE

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse par la SARL JS CUIRS dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

Et par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.